

A woman with long brown hair is sitting on a white ledge. She is wearing a white sleeveless dress with two horizontal navy blue stripes. She is also wearing grey strappy wedge sandals with a cork sole. The background is a plain white wall with a vertical shadow line.

RAPPORT SEMESTRIEL FINANCIER  
au 30 juin 2014

# SOMMAIRE

A/ Attestation de Responsabilité P 3

B/ Rapport semestriel d'activité du groupe DEVERNOIS P 3

C/ Le bilan consolidé du groupe au 30 juin 2014 P 9

D/ Le compte de résultat consolidé du groupe P 11

E/ Le tableau de financement du groupe au 30 juin 2014 P 12

F/ Le tableau de variation des capitaux propres au 30 juin 2014 P 13

G/ Notes annexes aux comptes consolidés condensés du groupe P 13

## A / Attestation de Responsabilité

J'atteste en ma qualité de Président du Directoire que, à ma connaissance, les comptes semestriels condensés au 30 juin 2014 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation. J'atteste de même par la présente que le rapport d'activité du 1er semestre 2014 représente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats, de la situation financière de la société, ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes liés aux 6 prochains mois d'exercice.

Le Coteau, le 15 octobre 2014

Thierry Brun

Président du Directoire



## B / Rapport semestriel d'activité du Groupe DEVERNOIS

Etabli par le Directoire sur les comptes semestriels arrêtés au 30 Juin 2014

### « UN PREMIER SEMESTRE EN FORT REDRESSEMENT AVEC UNE HAUSSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE 6,5% »

Les comptes semestriels condensés consolidés au 30 juin 2014 ont été établis dans le cadre des dispositions légales et réglementaires actuellement en vigueur, conformément au règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, et suivant les normes comptables internationales édictées par l'IASB (International Accounting Standards Board). Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards) et les IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations.

L'impact des normes et interprétations d'application obligatoire en 2014 se décompose comme suit :

- La norme IAS 1 révisée, appliquée à compter de 2009 n'a d'impact que sur la présentation des états financiers.
- Compte tenu des évolutions dans les normes imposées et la mise en place de la norme IFRS 8, la société n'est pas en mesure de diffuser l'étude sectorielle préconisée dans la mesure elle n'a pas d'outils en interne à sa disposition.

Les méthodes comptables arrêtées en 2005, pour tenir compte des différentes évolutions réglementaires, ont été appliquées sans changement aux comptes condensés semestriels au 30 juin 2014. Toutefois, nous attirons votre attention sur les points figurant dans les notes en annexes concernant la dépréciation des fonds de commerce et concernant les engagements de retraites et assimilés, décrivant les adaptations apportées aux méthodes et estimations pour l'établissement des comptes condensés.

Le périmètre de consolidation du groupe n'a pas évolué par rapport au 31 décembre 2013.

### I ACTIVITE DU GROUPE AU COURS DU SEMESTRE : Un chiffre d'affaires en hausse de 6,51%

Par Réseau, en K €	2014	%	2013	%	Variation
Sous Total Gros	3 214	15,86%	3 534	18,57%	-9,03%
Sous Total Distribution	17 051	84,14%	15 494	81,43%	+10,05%
Total Consolidé	20 266	100,00%	19 028	100,00%	+6,51%

Avec 20 266 K€ de chiffre d'affaires consolidé, le Groupe enregistre sur le premier semestre 2014 une hausse de ses ventes de 6,51 % par rapport au premier semestre 2013.

Notre activité de Gros se situe donc à un montant semestriel de 3 214 K€ contre 3 534 K€ fin juin 2013 soit une baisse de 9,03%.

Notre activité de Gros au 30 juin 2014 représentait 15,86 % de notre chiffre d'affaires consolidé, en repli par rapport au premier semestre 2013 (18,57%).

Le secteur de la distribution représente donc un peu plus de 84,1% de notre chiffre d'affaires en hausse comparé au premier semestre 2013.

Le secteur de la Distribution a connu sur le premier semestre 2014 une hausse de 10,05 % de son chiffre d'affaires par rapport à fin juin 2013. Cette hausse est particulièrement marquée en France (+11,86%), en Suisse (+12,66%) et au Luxembourg (+7,11%) alors que les pays le plus touchés par la crise économique actuelle, l'Espagne et le Portugal, résistent bien avec des progressions respectives de +0,53% et +3,63%. La Belgique progresse faiblement de +0,98% malgré la fermeture d'un point de vente.

A fin juin 2014, le réseau intégré représentait en France 85 succursales dont 10 stands en grands magasins, 12 affiliés, et à l'export (Espagne, Portugal, Suisse, Belgique et Luxembourg) 28 succursales dont 13 stands en concession Grands Magasins Innos et Corte Ingles et 3 affiliés.

## II ANALYSE DES COMPTES CONSOLIDES

### 1. RESULTAT :

En k euros	1er semestre 2014	1er semestre 2013	Variation
<b>Chiffre d'affaires</b>	20 266	19 028	6,51%
<b>Marge brute</b>	15 654	12 867	21,66%
<b>En % du Chiffre d'affaires</b>	77,2%	67,6%	14,20%
<b>Marge Opérationnelle</b>	1 185	-1 867	-163,47%
<b>En % du Chiffre d'affaires</b>	5,8%	-9,8%	-159,18%
<b>Résultat Opérationnel</b>	1 061	-2 268	-146,78%
<b>Résultat Financier</b>	2	-155	-101,29%
<b>Résultat net consolidé</b>	635	-1 837	-134,57%
<b>En % du Chiffre d'affaires</b>	3,1%	-9,6%	-132,29%

L'activité du premier semestre 2014 a donc été en globalement en hausse de 6,51% par rapport à celle de l'année 2013 avec une activité de Distribution en nette progression de 10,05% (contre un repli de 10,0% au premier semestre 2013) et un secteur de Gros toujours en repli de 9,03% (contre une baisse de 9,3% sur le premier semestre 2013).

La part des consommations est en sensible baisse, représentant 22,8% du chiffre d'affaires à fin juin 2014 contre 32,4% à fin juin 2013, ceci étant notamment dû à une politique promotionnelle moins agressive, particulièrement en période de soldes.

Les charges de personnel du groupe passent de 30,7% du CA à fin juin 2013 à 27,3% fin juin 2014. La baisse de ce ratio est essentiellement liée à une baisse importante chez DEVERNOIS SA (-444 K€).

Les charges externes sont en baisse de 173 K€ en passant de 7 453 K€ à 7 280 K€ à fin juin 2014. Cette baisse provient notamment de la réduction du périmètre de magasins (113 succursales et corners en juin 2014 contre 114 en juin 2013).

Les dotations aux amortissements sont en baisse de 183 K€ du fait des faibles investissements en renouvellement d'immobilisations corporelles sur la fin de l'année 2013 et le début de l'année 2014.

Les dotations aux provisions sont en hausse de 151 K€ par rapport au 30 juin 2013. Cette hausse provient principalement de provisions concernant des litiges prud'homaux et de propriété intellectuelle.

La marge opérationnelle courante est donc en très forte hausse de 3 051 K€ passant de -1 866 K€ fin juin 2013 à +1 185 K€ fin juin 2014.

Les autres produits et charges opérationnels s'élèvent à -124 K€ au 30 juin 2014 contre -401 K€ au 30 juin 2013 (qui incluait notamment une dépréciation exceptionnelle sur fonds de commerce de 376 K€).

Le résultat opérationnel passe ainsi de -2 267 K€ au 30 juin 2013 à +1 061 K€ au 30 juin 2014..

Le résultat financier représente 2 K€ au 30 juin 2014 contre - 156 K€ au 30 juin 2013. Sur 2014, les taux de change du dollar (monnaie d'achats du groupe) et du franc Suisse (monnaie de vente du groupe) ont connu des évolutions plus favorables qu'en 2013, générant de fait des effets de change positifs et des écarts de conversion passifs plus importants

Le résultat net après impôt se redresse donc très significativement, passant de -1 837 K€ au 30 juin 2013 à +635 K€ au 30 juin 2014.

## II. BILAN

### II.1 Actifs

#### II.1.1 Actif non courants

Le total des actifs non courants passe en valeur nette de 37 062 K€ au 31/12/13 à 35 831 K€ au 30/06/14.

Les immobilisations corporelles et incorporelles représentent en valeur nette 34 230 K€ au 30/06/14 contre 35 045 K€ au 31/12/13.

L'impact d'une éventuelle dépréciation sur les fonds de commerce liée à la crise économique actuelle n'a pas été appréhendé et les valeurs des fonds de commerce inscrits au bilan restent celles de l'évaluation pratiquée pour la clôture du 31 décembre 2013. En effet, comme chaque année et par mesure pratique, le groupe fait établir une évaluation annuelle de ses fonds par un cabinet indépendant au deuxième semestre de chaque exercice, cette valeur considérée comme valeur vénale est alors utilisée pour les tests de dépréciation. Néanmoins, les données économiques et nos consultants dans le domaine tendent à démontrer une dépréciation correcte.

Les immobilisations financières sont en légère diminution par rapport au 31/12/13 et représentent une valeur de 1 145 K€ au 30/06/2014.

#### II.1.2 Actifs courants

##### II.1.2.a Stocks

Les stocks nets sont en baisse de 565 K€ passant de 7 465 K€ au 31/12/13 à 6 900 K€ au 30/06/14. Cette variation est moins importante que celle constatée au 30/06/13 (baisse de 967 K€) du fait de la politique du Groupe d'augmentation des engagements sur l'été 2014 et l'hiver 2014 suite aux anticipations de hausse de l'activité 2014 au regard d'un dernier trimestre 2013 plutôt prometteur.

Le groupe travaille toujours à l'écoulement des pièces « anciennes saisons » via des réseaux différenciés (internet, ventes publiques...) pour valoriser au mieux ces anciens stocks.

Néanmoins, l'ambition du groupe est de réduire au maximum ces anciens stocks afin de ramener la provision à un niveau plus cohérent afin de limiter son impact dans les résultats consolidés.

### **II.1.2.b Clients et comptes rattachés**

Les clients et comptes rattachés en valeur nette sont en hausse de 189 K€ en passant de 1 540 K€ au 31/12/13 à 1 729 K€ au 30/06/14. Cette hausse provient principalement d'un rallongement du délai moyen de règlement des clients multimarques.

### **II.1.2.c Trésorerie**

La trésorerie nette à la fin du premier semestre 2014 est en nette hausse de 808 K€, s'élevant à 3 114 K€ contre 2 306 K€ au 31/12/13. Cette hausse de la position de trésorerie est principalement due à la forte progression de la marge brute d'autofinancement (+2 217 K€) qui vient compenser largement la légère dégradation du BFR pour 118 K€ et les remboursements d'emprunts pour 938 K€.

## **II.2 Passifs**

### **II.2.1 Emprunts et dettes financières à plus d'un an**

Les emprunts et dettes financières du groupe, en baisse de 20.1% sur le semestre, représentant 2 130 K€ à fin juin 2014 contre 2 664 K€ à fin décembre 2013, soit respectivement 6.2 % des capitaux propres au 30 juin 2014 contre 7.9 % au 31 décembre 2013.

### **II.2.2 Passifs courants**

#### **II.2.2.a Fournisseurs**

Le poste fournisseur passe d'une valeur nette de 4 755 K€ au 31/12/13 à 5 400 K€ au 30/06/14 (4 564 K€ au 30/06/13 pour période comparable).

#### **II.2.2.b Emprunts et dettes financières à moins d'un an et comptes bancaires créditeurs**

Les emprunts et dettes financières à moins d'un an et comptes bancaires créditeurs du groupe, en baisse de 21.5% sur le semestre, représentant 1 695 K€ à fin juin 2014 contre 2 159 K€ à fin décembre 2013.

#### **II.2.2.c Dettes fiscales et sociales et autres dettes**

Les dettes fiscales et sociales et autres dettes du groupe baissent de 27.3% sur le semestre, passant de 4 158 K€ à fin décembre 2013 à 3 022 K€ à fin juin 2014.

#### **II.2.2.d Provisions pour risques et charges**

Les provisions pour risques et charges hors impôts différés passent de 1 481 K€ au 31/12/13 à 1 686 K€ au 30/06/14. Les dotations concernent des litiges opposant la société à des bailleurs sur les conditions de renouvellement des baux suite à des demandes de déplafonnement de loyers, des litiges commerciaux, sociaux, et les provisions pour indemnités de fin de carrière.

## **III. ANALYSE DES RISQUES**

### **III.1 Risque de Crédit**

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

L'exposition du Groupe au risque de crédit est influencée principalement par les caractéristiques individuelles des clients.

Le Groupe dispose d'une assurance crédit souscrite auprès de la société EULER HERMES afin de s'assurer contre le risque de crédit auprès des clients hors France (68% du chiffre d'affaires de Gros). La quotité assurée est de 70% pour les clients non-dénommes et de 90% pour les clients dénommes.

### III.2 Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance. La direction financière a pour mission d'assurer le financement et la liquidité du Groupe au meilleur coût. Le financement du groupe est assuré par le recours au marché des capitaux via des ressources bancaires (emprunts et lignes de crédit, etc...). Des budgets de trésorerie sont définis par la direction et présentés périodiquement au comité de direction et au conseil de surveillance. Le Groupe bénéficie, auprès de ses partenaires financiers, de découverts autorisés et lignes de crédit s'élevant à 3 250 K€ au 30 juin 2014 qui sont renouvelés annuellement.

### III.3 Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix de marché, tels que les cours de change, les taux d'intérêts affectent le résultat de Groupe. La gestion du risque de marché a pour objectif de gérer et contrôler les expositions au risque de marché dans des limites acceptables.

#### - Risque de taux d'intérêt

Les dettes financières du Groupe sont contractées uniquement à taux fixe éliminant ainsi tout risque de taux d'intérêt.

#### - Risque de change

Au titre de ses filiales, le Groupe est soumis au risque de conversion des états financiers en euro uniquement pour sa filiale Italie6, société de droit français disposant d'établissements en Suisse. Toutefois, les risques d'écarts de conversion ne sont pas significatifs du fait de la stabilité de la parité euro – franc suisse.

Du fait de l'origine étrangère d'une part de ses approvisionnements, le Groupe est exposé dans ses activités aux risques financiers pouvant résulter de la variation des cours de change de certaines monnaies, principalement le Dollar américain. Le groupe s'attache à couvrir ce risque par des opérations de couverture de change. Dans cet objectif, il est assisté par ses principaux organismes financiers qui le conseillent dans sa gestion et son suivi de la couverture de sa position de change.

Le Groupe n'utilise que des instruments dérivés simples (achat à terme). Au 30 juin 2014, des couvertures sont toujours en cours pour des montants de 1 648K\$.

#### -Risques liées aux actions

Le groupe n'est pas exposé au risque de prix sur les actions puisqu'il ne détient aucune action autodétenue.

### III.4 Risque fournisseurs et prix

Les relations avec nos fournisseurs et sous-traitants sont encadrés par des contrats de partenariat et de sous-traitance. Le Groupe se prémunit contre les risques juridiques liés à ces contrats avec l'appui d'un cabinet juridique extérieur. Ainsi toute rupture abusive d'un contrat par un fournisseur peut faire l'objet d'un contentieux dans la mesure où des conséquences significatives en résulteraient. De plus, le Groupe gère un panel de fournisseurs nécessaire et suffisant en France et à l'export pour éviter tout goulet d'étranglement qui surviendrait suite à la rupture de relations avec un ou des fournisseurs.

### III.5 Assurances

Le groupe a souscrit auprès de compagnies d'assurances des contrats d'assurances visant à protéger ses biens d'exploitation. Ainsi, les bâtiments industriels, commerciaux ou logistiques, les fonds de commerce et leur contenu (essentiellement machines à tricoter, matériels, mobiliers de bureaux, agencements boutiques

et stocks) bénéficient de couvertures contre les principaux risques. Par ailleurs, une garantie « perte d'exploitation » couvre les conséquences financières d'une interruption de l'exploitation consécutive à la survenance de tels dommages. Cette garantie couvre la marge brute des sociétés du Groupe sur une période d'indemnisation de 12 mois.

Le groupe bénéficie à ce titre d'une limite contractuelle d'indemnité par sinistre type « incendie » de 32 millions d'euros (Risques directs + perte d'exploitation) pour sa partie production, administration, logistique et commercial de Gros et de 15 millions d'euros (Risques directs + perte d'exploitation + perte de la valeur vénale des Fonds de Commerce) pour sa partie Réseau de Boutiques.

Enfin, le Groupe satisfait aux obligations d'assurance de responsabilité civile liée à la production et à la commercialisation de ses produits. Le montant maximal des garanties souscrites à ce titre s'élève respectivement à 6 millions (responsabilité civile « avant livraison ») par sinistre et 3 millions (responsabilité civile « après livraison ») par sinistre et par année d'assurance.

### III.6 Autres risques

-Risques liés à la création : Le Groupe procède aux dépôts de marques et modèles chaque saison dans les délais impartis afin de limiter les risques de copie et reproduction qui pourraient être préjudiciables pour le chiffre d'affaires.

-Risques liés à la concurrence : Le Groupe suit régulièrement les informations du marché issues de sa force de vente, de son réseau interne, des organismes nationaux du secteur pour analyser les évolutions du marché ou des concurrents.

-Risques liés aux salariés clés : Le Groupe est attentif à l'évolution de son turnover dans les postes clés de l'entreprise. Il essaie de faire au mieux pour développer les domaines de compétence de ses salariés et faciliter ainsi la polyvalence de ces hommes clés.

-Risques liés à la taille de la société : Le Groupe n'a pas connu d'évolution significative depuis plusieurs années qui puisse accentuer ou réduire les risques liés à sa taille. D'un point de vue juridique et légal, le Groupe est assisté de partenaires extérieurs, experts dans leur domaine de compétence, qui lui permettent de se tenir au fait des évolutions dans ces domaines.

## IV . PERSPECTIVES DU 2ème SEMESTRE 2014

Les tendances observées depuis le début du deuxième semestre 2014 montrent une légère hausse de 4,07% de nos ventes dans la distribution toutes surfaces sur les mois de Juillet et Août 2014.

L'activité de Gros, quant à elle, est encore marquée par une baisse sur la saison d'hiver 2014 laissant augurer une activité annuelle en repli par rapport à celle de l'année 2013.

Dans une telle conjoncture, le Groupe ne peut se prononcer sur l'évolution de son chiffre d'affaires sur le second semestre puisque celui-ci va dépendre directement du comportement de consommation du dernier trimestre 2014.

## V. PRINCIPES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Il n'y a eu aucune nouvelle transaction entre les parties liées au cours du 1er semestre 2014, qui ait influencé significativement la situation financière ou les résultats consolidés du groupe. Les transactions décrites dans le rapport annuel au 31 décembre 2013 avec la société holding HSTB se sont poursuivies dans les mêmes conditions.



## C/ Le bilan consolidé du groupe au 30 juin 2014

ACTIF	30/06/2014	31/12/2013	REF ANNEXE
<b><u>Actifs non courants</u></b>	<b>35 831</b>	<b>37 062</b>	
Immobilisations incorporelles	27 976	28 029	<b>note 11</b>
Immobilisations corporelles	6 254	7 016	<b>note 12</b>
Immeubles de placement	-	-	
Immobilisations financières	1 145	1 178	<b>note 13</b>
Autres actifs financiers disponibles à la vente (TIAP)	-	-	
Impôts différés actifs	456	839	<b>note 14</b>
<b><u>Actifs courants</u></b>	<b>14 064</b>	<b>13 567</b>	
Stocks	6 900	7 465	<b>note 16</b>
Acomptes et avances	-	-	
Clients et comptes rattachés	1 729	1 540	<b>note 15</b>
Autres créances et comptes de régularisation	2 321	2 256	<b>note 17</b>
Trésorerie	3 114	2 306	<b>note 18</b>
<b><u>TOTAL GENERAL</u></b>	<b>49 895</b>	<b>50 629</b>	

<b>PASSIF</b>	<b>30/06/2014</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>REF ANNEXE</b>
<b><u>Capitaux propres</u></b>	<b>34 192</b>	<b>33 626</b>	<b>note 19</b>
Capital social	2 300	2 300	
Primes d'émission	7 477	7 477	
Ecart de réévaluation	105	105	
Réserves légales	230	230	
Réserves réglementées			
Autres réserves	23 401	26 404	
Ecart de conversion	44	16	
Résultat de l'exercice	635	- 2 906	
<b><u>Intérêts minoritaires</u></b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
<b><u>Passifs non courants</u></b>	<b>3 899</b>	<b>4 450</b>	
Emprunts et dettes financières LT (plus d'un an)	2 130	2 664	<b>note 22</b>
Impôts différés passifs	1 769	1 786	<b>note 23</b>
Provisions pour risques et charges long terme	-	-	
Autres passifs non courants (dont participation des salariés)	-	-	
<b><u>Passifs courants</u></b>	<b>11 803</b>	<b>12 553</b>	
Fournisseurs et comptes rattachés	5 400	4 755	<b>note 24</b>
Emprunts et dettes financières CT (moins d'un an)	1 142	1 109	<b>note 22</b>
Comptes bancaires créditeurs	553	1 050	<b>note 22</b>
Dettes fiscales et sociales courant			
Dettes fiscales et sociales et autres dettes	3 022	4 158	<b>note 24</b>
Provisions pour risques et charges courantes	1 686	1 481	<b>note 20</b>
<b><u>TOTAL GENERAL</u></b>	<b>49 895</b>	<b>50 629</b>	

## D/ Le compte de résultat consolidé du groupe

	30/06/2014	30/06/2013	REF ANNEXE
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>20 266</b>	<b>19 028</b>	<b>note 4</b>
Production stockée-immobilisée	27	383	
<b>Produits opérationnels courant</b>	<b>20 293</b>	<b>19 411</b>	
Achats consommés	-4 612	-6 161	
Charges de personnel	-5 534	-5 848	
Charges externes	-7 280	-7 453	
Impôts et taxes	-438	-471	
Dotations aux amortissements	-1 076	-1 259	
Dotations aux provisions nettes	-198	-47	
Charges d'exploitation nettes	30	-38	<b>note 7</b>
<b>Charges opérationnelles courant</b>	<b>-19 108</b>	<b>-21 277</b>	
<b>Marge opérationnelle courant</b>	<b>1 185</b>	<b>-1 866</b>	
Autres produits et charges opérationnels	-124	-401	<b>note 8</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>1 061</b>	<b>-2 267</b>	
Produits nets de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	5	26	
Charges de financement	-87	-84	
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>-82</b>	<b>-58</b>	<b>note 9</b>
Autres produits et charges financiers	84	-98	
<b>Résultat financier</b>	<b>2</b>	<b>-156</b>	
<b>Charges d'impôt</b>	<b>-428</b>	<b>-586</b>	<b>note 10</b>
<b>Quote part du résultat net des sociétés mises en équivalence</b>			
<b>Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession</b>	<b>635</b>	<b>-1 837</b>	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
<b>Résultat consolidé net</b>	<b>635</b>	<b>-1 837</b>	
Part du groupe	635	-1 837	
Part des minoritaires	0	0	
<b>Résultat par action</b>	<b>2</b>	<b>-6</b>	

## E/ Le tableau de financement du groupe au 30 juin 2014

<b>TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE</b>	
En K€	<b>30/06/2014</b>
<b><u>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE</u></b>	
Résultat net des sociétés intégrées	635
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie :	
- provisions à caractère de réserve	205
- amortissements	1 051
- provisions sur fonds de commerce	24
- autres produits à caractère de réserves	-97
- impôts différés	365
- plus-values de cessions, nettes d'impôt	34
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	2 217
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-118
Flux net de trésorerie généré par l'activité	2 099
<b><u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</u></b>	
Acquisition d'immobilisations	-781
Cessions d'immobilisations nettes	519
Incidence des variations de périmètre	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-262
<b><u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</u></b>	
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	
Incidence variation périmètre	
Souscription d'emprunts	377
Remboursement d'emprunts	-938
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-561
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>1 276</b>
Incidence des variations des cours des devises	28
Trésorerie d'ouverture	1 256
Trésorerie de clôture	2 560
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>1 276</b>
Vérifications	0

## F/ Le tableau de variation des capitaux propres au 30 juin 2014

	Capital	Primes	Ecart de réévaluation	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Total
<b>Situation au 31.12.2013</b>	<b>2 300</b>	<b>7 477</b>	<b>105</b>	<b>26 634</b>	<b>16</b>	<b>-2 906</b>	<b>33 626</b>
Incidence affectation des résultats				-2 906		2 906	<b>0</b>
Autres mouvements				-97	28	635	<b>566</b>
<b>Situation au 30.06.2014</b>	<b>2 300</b>	<b>7 477</b>	<b>105</b>	<b>23 631</b>	<b>44</b>	<b>635</b>	<b>34 192</b>

### Note 1. Principes comptables

Conformément au règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés annuels 2013 ont été établis suivant les normes comptables internationales édictées par l'IASB (International Accounting Standards Board). Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards) et les IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations.

Les comptes consolidés du Groupe pour le semestre clos le 30 Juin 2014 sont présentés et ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Cette norme prévoit que s'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS nécessaire à la préparation des comptes consolidés annuels. Les comptes du 30 Juin 2014 doivent donc être lus en relation avec les états financiers du 31 Décembre 2013. Les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes semestriels sont identiques à ceux retenus pour l'établissement des comptes annuels de l'exercice 2013.

#### 1.1. Consolidation

Les sociétés dans lesquelles DEVERNOIS SA exerce directement ou indirectement un contrôle majoritaire sont intégrées globalement.

Le périmètre de consolidation est présenté en note 2.

Toutes les transactions significatives réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes sont éliminés.

Les comptes des sociétés consolidées ont tous été arrêtés au 30 Juin 2014 et ont tous une durée de 6 mois.

#### 1.2. Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les états financiers de la succursale étrangère de la société Italie 6 ont été convertis selon la méthode du cours de clôture à l'exception des capitaux propres qui ont été convertis au cours historique.

Par mesure de simplification, et par le fait que la société concernée, Italie 6, a un impact mineur sur les postes du compte de résultat consolidé, les opérations de résultat sont converties à un taux de clôture.

#### 1.3. Chiffre d'affaires

##### 1.3.1. Ventes détaillants

La société Devernois vend une partie de ses articles à des détaillants, composés de :

- un réseau 244 multimarques et de 17 franchisés en France et à l'étranger ; cette distribution de plus en plus sélective quant aux choix des emplacements et des partenaires s'inscrit dans une politique de représentation de la marque dans un environnement haut de gamme.
- un réseau de grands magasins organisés au niveau national sous forme généralement de stands.

### 1.3.2. Ventes aux boutiques

La société Devernois vend aussi ses articles à ses filiales de distribution de vente au détail en France et à l'étranger, structurées autour de 113 points de vente en Europe. Cette distribution en propre devenue un axe prioritaire de développement s'appuie sur un réseau de points de vente sélectifs, avec des flag-ship dans plusieurs grandes villes européennes (Bruxelles, Madrid, Genève, Luxembourg). Elle permet d'assurer une image cohérente de la marque dans son univers haut de gamme et assure, à l'appui des moyens mis en œuvre sur le plan du back office logistique, des systèmes d'informations et du merchandising une valorisation des produits de la collection dans ses différentes gammes.

### 1.3.3. Ventes aux affiliés

Enfin, la société Devernois vend ses articles à un réseau d'affiliés en France et à l'étranger, constitués de 15 points de vente ; ces clients sont issus, pour la moitié d'entre eux, du réseau franchisé et ont suivi la politique de passage au nouveau concept. Ce développement commercial a été choisi pour la maîtrise qu'il permet en matière de gestion des stocks et de rotation des collections.

## 1.4. Immobilisations incorporelles : Fonds de commerce et droits au bail - Dépréciation

La méthode de dépréciation des fonds de commerce, par référence à leur valeur de marché, reste inchangée par rapport à celle appliquée lors de l'exercice et période semestrielle précédents.

Par mesure pratique, le groupe fait établir au deuxième semestre de chaque exercice, par un cabinet d'évaluation nationalement reconnu pour le réseau français et des experts indépendants pour les filiales étrangères, une estimation unique de la valeur de marché de chacun des fonds de commerce et droits au bail. Cette valeur, considérée comme valeur vénale, est utilisée pour les tests de dépréciation lors de l'arrêt des comptes annuels et des comptes semestriels suivants destinés à la consolidation. Compte tenu du contexte économique actuel sans modification significative par rapport au 31/12/2013, l'impact d'une éventuelle dépréciation supplémentaire n'a pas été appréhendé.

## 1.5 Actifs et passifs financiers

Les valeurs mobilières de placement ont été enregistrées à la juste valeur au 30 Juin 2014. En cas de cessions concernant des titres de même nature conférant les mêmes droits, le prix de revient des titres cédés a été déterminé selon la méthode de «premier entré, premier sorti»

Au 30/06/2014 il n'y a aucun écart significatif entre la juste valeur du portefeuille de valeurs mobilières et sa valeur comptable.

A la date d'établissement des comptes, une provision pour dépréciation est enregistrée si la valeur comptable est supérieure à la valeur boursière du portefeuille.

Au 30 juin 2014 aucune provision n'a été constituée.

## 1.6. Stocks

Les stocks sont valorisés selon la procédure suivante :

- Les frais financiers sont toujours exclus de la valorisation.
- La valorisation des matières premières, produits intermédiaires et en cours s'opère, en fonction de leur saison, au prix réel pondéré, c'est-à-dire au prix unitaire où la matière a été achetée, chaque pièce de tissu ou chaque carton ayant fait l'objet d'une facture saisie en GPAO rattachée à une saison. Au cas où une matière ne serait pas liée à un achat (régularisation de stock), la valorisation s'opère sur la base de la gamme de fabrication.

- Les produits finis sont valorisés selon la méthode suivante :

Produits fabriqués en interne :

Ces produits sont valorisés en fonction des coûts d'approvisionnement et de confection réels pondérés, issus des factures comptabilisées, et appliqués aux coûts d'unité d'œuvre réels semestriels. Ces coûts directs sont majorés des charges indirectes de production, incluant la dotation aux amortissements des frais de création des collections produites.

Produits de négoce :

Ces produits sont valorisés aux prix de revient réels pondérés issus des factures comptabilisées et incluant des frais généraux réels tels que les frais de port, l'emballage, les frais d'assurances.

Il n'y a pas de modifications relatives aux méthodes de dépréciation des stocks qui sont toujours établies par rapport à une valeur commerciale prévisible de revente.

## 1.7. Impôts

La charge d'impôt sur le résultat semestriel a été calculée à partir des impôts courants et des impôts différés relatifs à chaque entité.

Les taux d'imposition retenus pour le semestre sont :

- pour les sociétés françaises faisant partie du périmètre de l'intégration fiscale de DEVERNOIS SA le taux légal pour 2014 soit 33,33 %.
- pour Devernois Belgique, le taux légal pour 2014, soit 33,99 %.
- pour Italie 6, le taux légal pour 2014, soit 25 %.
- pour Devernois Espana, aucune fiscalité n'est retenue.
- pour Devernois Luxembourg, le taux légal pour 2014, soit 29,25 %.
- pour Devernois Portugal, le taux légal pour 2014, soit 12,50 %.

## 1.8. Engagements de retraites et assimilés

La méthode d'estimation des engagements de retraite et assimilés reste inchangée par rapport à celle appliquée lors de l'exercice précédent.

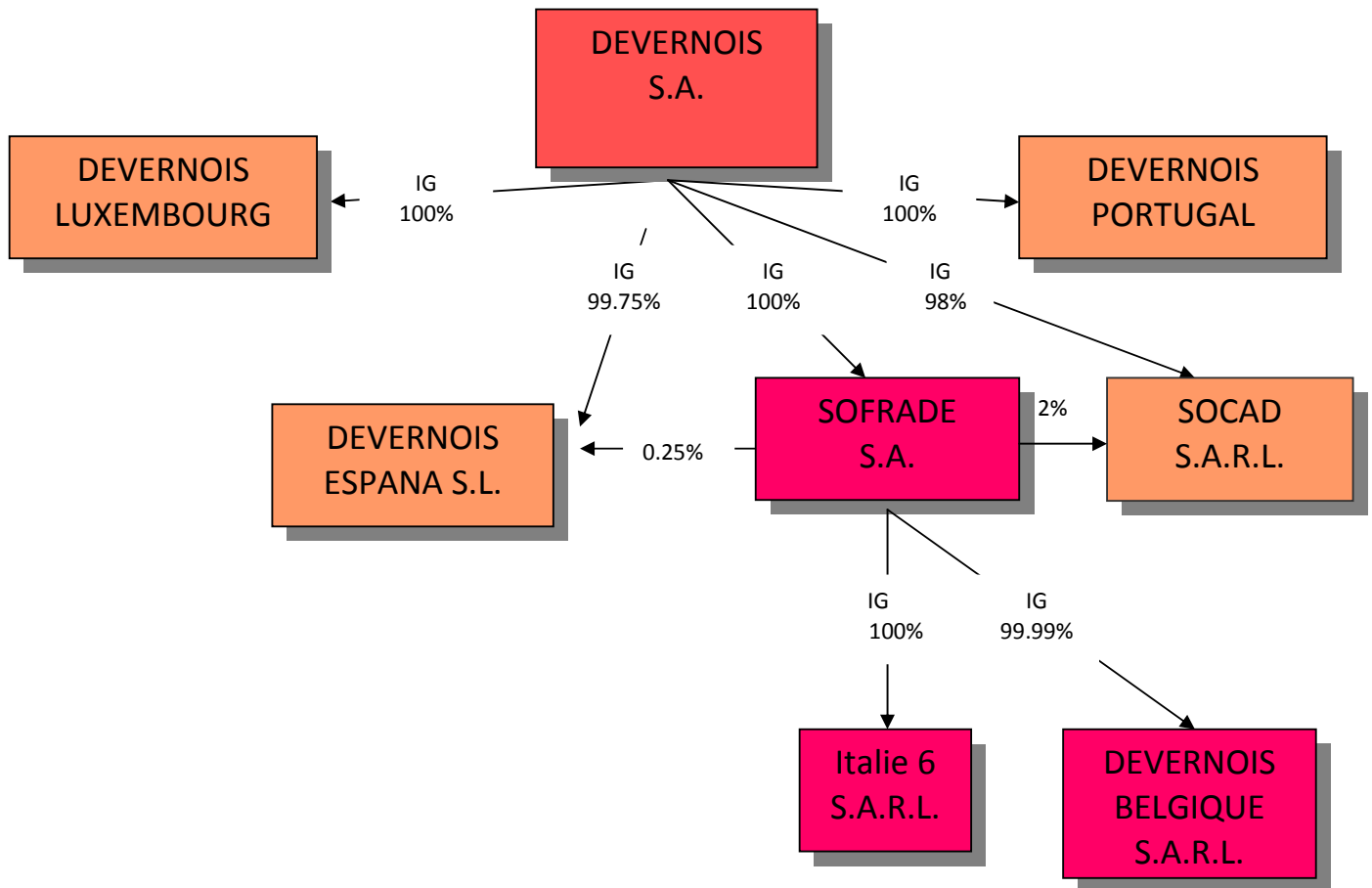
Toutefois, depuis le 30/06/2008 et afin d'accélérer la production des comptes condensés semestriels, les engagements de retraites et assimilés sont estimés sur la base du calcul au 31/12 précédent, majoré d'un taux, fixé à 1.5% au 30/06/14. La structure sociale du groupe n'a pas subi de modification significative au 1er semestre 2014, et la direction estime donc que ce changement d'estimation comptable n'a pas d'incidence significative sur les comptes condensés semestriels.

## 1.9. Titres d'autocontrôle

A l'heure actuelle, le groupe ne détient pas de titres d'autocontrôle.

## Note 2. Périmètre de consolidation

### 2.1. Noms des sociétés consolidées





## 2.2. Evolution significative du périmètre en 2014

Néant

## 2.3. Impacts des changements du périmètre de consolidation sur les données consolidées

Néant

### Note 3. Information sectorielle

En application de l'IFRS 8 «Informations sectorielles», le seul niveau d'information sectorielle est le secteur d'activité. Cette information est fondée sur les systèmes internes d'organisation et la structure de gestion du groupe.

Le groupe est géré en trois segments principaux :

- division détaillants
- division boutiques
- division affiliés

Chacune des colonnes du tableau ci-dessous, reprend les chiffres propres de chaque secteur, compris comme une entité indépendante.

Les relations commerciales inter-activités ont été analysées et ne représentent pas des montants significatifs. Pour cette raison, elles n'ont pas été retraitées pour la présentation sectorielle.

Compte de resultat 30/06/2014	30/06/2014	Détaillants	Boutiques	Affiliés	Non affecté
Chiffre d'affaires	20 266	3 214	16 127	925	0
Marge opérationnelle	1 184	726	263	195	0
Résultat sectoriel	1 060	732	130	198	0
Résultat financier	2	0	0	0	2
Charges d'impôt	429	0	0	0	429
Quote part du résultat net des sociétés mises en équivalence					
<b>RESULTAT CONSOLIDE NET</b>	<b>635</b>	<b>734</b>	<b>129</b>	<b>197</b>	<b>-425</b>

### Note 4. Chiffre d'affaires

(en K €)	30/06/2014	30/06/2013
Ventes de biens	20 131	18 909
Prestations de services	135	119
<b>Total</b>	<b>20 266</b>	<b>19 028</b>

### Note 5. Effectif

L'effectif à la date d'arrêté des comptes s'établit ainsi :

	30/06/2014	30/06/2013
Cadres	85	81
ETAM	214	226
Ouvriers	9	23
<b>Total</b>	<b>308</b>	<b>330</b>

## Note 6. Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

Les amortissements figurant à l'actif concernent les actifs suivants :

(en K €)	30/06/2014	30/06/2013
Frais de collection	181	239
Autres immobilisations incorporelles	2 697	2 602
Matériel	4 261	4 114
Autres immobilisations corporelles	11 184	10 561
<b>Total</b>	<b>18 323</b>	<b>17 516</b>

## Note 7. Autres produits et charges d'exploitation

(en K €)	30/06/2014	30/06/2013
Autres produits	53	51
Autres charges	(22)	(89)
<b>Total</b>	<b>31</b>	<b>(38)</b>

## Note 8. Autres produits et charges opérationnels

Ils comprennent principalement les pertes et profits et les variations de provisions couvrant des événements exceptionnels.

(en K €)	30/06/2014	30/06/2013
Autres produits	625	172
Autres charges	(749)	(573)
	<b>(124)</b>	<b>(401)</b>

## Note 9. Charges de financement

Les charges de financement s'élèvent à 87 K€ contre 84 KE au 30 Juin 2013.

## Note 10. Impôts sur les résultats

La charge d'impôt s'élève à 15 KE .

La charge d'impôt différé à été estimé à 414 K€.

L'activation des déficits d'un montant de 443 K€ concerne uniquement Devernois Belgique et Devernois (pour le déficit fiscal du groupe intégré) pour laquelle les déficits sont indéfiniment reportables.

## Note 11. Immobilisations incorporelles

<b>Brut</b>	Valeurs Brutes 30/06/2014	Valeurs Brutes 30/06/2013
Frais d'établissement	488	511
Frais de collection	2 806	2 790
Concessions, brevets, licences		
Fonds commercial	31 226	31 745
Autres immobilisations incorp		
Avances et acomptes	387	482
<b>Total Valeurs</b>	<b>34 907</b>	<b>35 528</b>

<b>Amortissements</b>	Cumulés 30/06/2014	Cumulés 30/06/2013
Frais d'établissement		
Frais de collection	181	239
Concessions,brevets, licences	2 697	2 602
Fonds commercial		
Avances et acomptes		
<b>Total Amortissements</b>	<b>2 878</b>	<b>2 841</b>

## Note 12. Immobilisations corporelles

<b>Brut</b>	Valeurs brutes 30/06/2014	Valeurs Brutes 30/06/2013
Terrains	526	572
Constructions	4 690	5 095
Installations techn. mat. outill.	4 920	5 013
Autres immobilisations	11 685	11 667
Immobilisations en cours	19	51
Avances et acomptes	4	4
<b>Total Valeurs</b>	<b>21 844</b>	<b>22 402</b>

<b>Amortissements</b>	Cumulés 30/06//2014	Cumulés 30/06//2013
Constructions	2 461	2 353
Installations techn. mat. outill.	4 261	4 114
Autres immobilisations	8 723	8 208
Immobilisations en cours		
Avances et acomptes		
<b>Total Amortissements</b>	<b>15 445</b>	<b>14 675</b>

## Note 13. Immobilisations financières

<b>Brut</b>	Valeurs brutes 30/06/2014	Valeurs brutes 30/06/2013
Autres titres immobilisés	5	5
Prêts		
Autres immob. financières	1 140	1 085
<b>Total Valeurs</b>	<b>1 145</b>	<b>1 090</b>

## Note 14. Autres actifs non courants

Ces actifs concernent les créances d'impôts différés pour un montant de 456 K€.

## Note 15. Créances de financement

Néant.

### 15.1. Montant des créances douteuses

	<b>30/06/2014</b>	<b>30/06/2013</b>
Clients et comptes rattachés brut	1 810	1 505
Provision pour clients douteux	(81)	(144)
<b>Montant net</b>	<b>1 729</b>	<b>1 361</b>

## 15.2. Evolution des provisions pour créances douteuses

(en K €)	30/06/2014	30/06/2013
Dotation créances douteuses	(26)	(42)
Reprise créances douteuses	17	78
Pertes sur créances irrécouvrables	(7)	(60)
Rentrées sur créances amorties		
<b>Total</b>	<b>(16)</b>	<b>(24)</b>

## Note 16. Stocks

	30/06/2014	30/06/2013
Matières premières	1 154	1 207
Produits en cours	203	252
Produits intermédiaires et finis	720	1 478
Marchandises	6 931	5 515
Avances et acomptes		
<b>Total valeur brute</b>	<b>9 008</b>	<b>8 452</b>
Provisions pour dépréciation	2 108	1 886
<b>Total valeur nette</b>	<b>6 900</b>	<b>6 566</b>

## Note 17. Autres débiteurs

(en K €)	30/06/2014	30/06/2013
Autres créances	1 346	1 343
Charges constatées d'avance	975	724
<b>Total</b>	<b>2 321</b>	<b>2 067</b>

## Note 18. Trésorerie

(en K €)	30/06/2014	30/06/2013
Placements (VMP)		81
- dont provisions		
Comptes courants bancaires et caisses	3 114	3 706
<b>Total</b>	<b>3 114</b>	<b>3 787</b>

## Note 19. Capitaux propres

### 19.1. Composition du capital

Décomposition du capital social	Nombre	Montant
Actions composant le capital social en début d'exercice	299 058	2 300
Actions composant le capital social en fin d'exercice	299 058	2 300

### 19.2. Tableau de variation des capitaux propres

	Capital	Primes	Ecarts de réévaluation	Réserves consolidées	Ecarts de conversion	Résultat de l'exercice	Total
<b>Situation au 31.12.2013</b>	<b>2 300</b>	<b>7 477</b>	<b>105</b>	<b>26 634</b>	<b>16</b>	<b>-2 906</b>	<b>33 626</b>
Incidence affectation des résultats				-2 906		2906	0
Autres mouvements				-97	28	635	566
<b>Situation au 30.06.2014</b>	<b>2 300</b>	<b>7 477</b>	<b>105</b>	<b>23 631</b>	<b>44</b>	<b>635</b>	<b>34 192</b>

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	N	N-1
<b>Résultat net</b>	<b>635</b>	<b>-1 837</b>
Ecarts de conversion des filiales étrangères selon IAS 21	28	-64
Réévaluation des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets en devises selon IAS 39		
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente conformément à IAS 39 (1)		
Réévaluation des immobilisations sur option conformément à IAS 16 & 38	-97	-210
Ecart actuariel sur les régimes à prestations définies sur option conformément à IAS 19		
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence, IAS 28 & 31		
Impôts conformément à IAS 12 (si montants précédents (1) non présentés nets d'impôts)		
<b>Total des gains &amp; pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>-69</b>	<b>-274</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>		
- dont part du groupe	<b>566</b>	<b>-2 111</b>
- dont part des intérêts minoritaires		

## Note 20. Provisions

### 20.1. Détail des provisions

	Valeur au 30.06.2014	Valeur au 30.06.2013
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
. pour indemnités de fin de carrière	463	509
. pour litiges	1 002	1 131
. pour autres risques		
. pour autres charges	221	230
<b>Sous-Total</b>	<b>1 686</b>	<b>1 870</b>
<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION DE L'ACTIF CIRCULANT</b>		
. sur stocks et en-cours	2 108	1 887
. sur comptes clients	81	144
. sur autres créances	8	9
. sur disponibilités	0	0
<b>Sous-Total</b>	<b>2 197</b>	<b>2 040</b>
<b>PROVISION POUR DEPRECIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE</b>		
. sur terrain	144	144
. sur fonds	4 053	4 453
<b>Sous-Total</b>	<b>4 197</b>	<b>4 597</b>
<b>Total</b>	<b>8 080</b>	<b>8 507</b>

Provisions pour risques et litiges :

Ces provisions concernent des risques et litiges à caractère commercial et social pour des assignations engagées avant la date d'établissement des comptes. Elles ont été évaluées sur la base du risque estimé par la société après consultation de ses conseils.

## Note 21. Engagements de retraites et assimilés

### 21.1. Engagements de retraites

#### 21.1.1. Hypothèses retenues pour les comptes annuels

- Taux d'actualisation : 3.17 %.
- Taux de rotation : faible pour la société mère.
- Âge conventionnel de départ : 65 ans.
- Condition de départ : départ volontaire.
- Droits acquis : convention collective de l'entreprise qui s'applique.

Pour les comptes condensés au 30/06/2014 les engagements de retraites calculés au 31/12/2013 selon les hypothèses ci-dessus, ont été majorés de 1.5%.

#### 21.1.2. Eléments chiffrés

(en K €)	30/06/2014	30/06/2013
IFC	463	509
<b>Total</b>	<b>463</b>	<b>509</b>

### 21.2 Médailles du travail

Non significatif.

## Note 22. Passifs financiers courants et non courants des activités industrielles et commerciales

### 22.1. Détail des emprunts

(en K €)	Valeur bilan au 30.06.2014 Coût amorti ou juste valeur	Nominal	Echéances du nominal	
			< 1 an	De 1 à 5 ans
Emprunts obligataires				
Fonds de participation des salariés à long terme				
Emprunts sur locations financement long terme				
Autres emprunts à long terme	3 201		1 071	2 130
<b>A la clôture de l'exercice</b>				

### 22.2. Caractéristiques des autres financements à court terme et découverts bancaires

(en K €)	Solde au bilan au 30.06.2014	Monnaie d'émission
Concours bancaires courants		
Banques créditrices	553	Euro
<b>Total</b>	<b>553</b>	

### 22.3. Dettes financières diverses

(en K €)	Valeur bilan au 30.06.2014 Coût amorti ou juste valeur	Echéances	
		< 1 an	De 1 à 5 ans
Comptes courants d'associés	1	1	
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	

### Note 23. Autres passifs non courants

(en K €)	30/06/2014	30/06/2013
Provisions pour risques et charges non courantes		0
Impôts différés passifs	1 769	1 814
Participation des salariés		0
<b>Total</b>	<b>1 769</b>	<b>1 814</b>

### Note 24. Autres passifs courants

(en K €)	30/06/2014	30/06/2013
Dettes fiscales et sociales	2 524	3 324
Fournisseurs	5 400	4 564
Clients créditeurs	76	77
Produits constatés d'avance	0	0
Provisions pour risques et charges courantes	1 687	1 870
Créditeurs divers	423	441
<b>Total</b>	<b>10 110</b>	<b>10 276</b>

### Note 25. Engagements donnés

Les engagements donnés représentent des cautionnements accordés par DEVERNOIS à :

- Italie 6 pour 83 K€
- Sofrade pour 2 414 K€

Soit un total de 2 497 K€

Les engagements reçus représentent 30 K€ (créances assorties de garanties).

### Note 26. Rémunération des dirigeants

- Monsieur Thierry BRUN, président du directoire de la société,
  - Madame Séverine BRUN, directeur général de la société,
  - Madame Zélia BOËL, présidente du conseil de surveillance de la société,
- ont perçu, ensemble, au titre des avantages à court terme, la somme de 127 K€ sur le 1er semestre 2014

### Note 27. Passifs éventuels

NEANT

### Note 28. Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires	CAC Gescomm	CAC Excofidogest
	30/06/2014	30/06/2014
DEVERNOIS	19 K€	19 K€
SOFRADE	18 K€	-
SOCAD	2 K€	-
<b>TOTAL</b>	<b>39 KE</b>	<b>19 K€</b>

## Note 29. Evènements postérieurs à la clôture

Devernois a créé une filiale en Italie nommée Devernois Italia SRL en date du 15/07/2014 avec un capital social de 10 000 €.

## Note 30. Transaction avec les parties liées

Les parties liées sont HSTB, SCI DAX IMMO, SCI AIX IMMO et les dirigeants de la société DEVERNOIS.

Le montant des refacturations de la holding HSTB pour le groupe s'élève pour le 1er semestre 2014 à 110 K€.

En dehors des rémunérations des dirigeants mentionnés en note 26 il n'y a pas d'autres relations entre les parties liées.

## Note 31. Droit individuel à la formation

Le volume d'heures de formation accumulé correspondant aux droits acquis s'élève à 16 778 heures au 30/06/2014.

## Note 32. Eléments significatifs du semestre

NEANT

## Note 33. Couvertures de change

Concernant les risques de change, la société est exposée pour ses transactions en dollars relatives à ses achats de marchandises, et en livre sterling et franc suisse pour les ventes réalisées en Angleterre et en Suisse. Une politique de couverture de la devise dollar a été mise en place et les besoins annuels en dollars sont couverts par des contrats de change à terme.

A la fin du premier semestre 2014, des couvertures sont toujours en cours pour des montants de 1 648K\$ à un taux moyen de 1,3628 dollar pour un euro alors que le cours du dollar au 30 juin 2014 était de l'ordre de 1,3658. Ces couvertures nous permettent de faire face aux achats du Groupe sur le début de la fin de l'année 2014 et le début des achats d'été 2015.

De nouvelles couvertures seront prises d'ici la fin de l'année 2014 pour faire face aux besoins d'achats en dollars du solde des achats en dollars de l'été 2015 et de l'intégralité des achats en dollars de l'hiver 2015. Concernant les autres devises, les flux restants à des niveaux très faibles, il n'est pas pratiqué de couverture de change.

Devise	Échéance	Montant Nominal K \$	Solde au 30/06/2014 K \$	Cours de couverture moyen Euro / Dollar	Solde converti en K Euro
USD	Mars 2015	1800,0	1648,0	1,3628	1209,3

L'impact de cette couverture au 30 Juin 2014 n'est pas significatif. Il n'a pas fait l'objet d'un retraitement dans les comptes consolidés.



Mesdames, Messieurs les Actionnaires de la Société DEVERNOIS,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société DEVERNOIS, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### **1° - Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans :

- la note 1.4 « Immobilisations incorporelles » page 6 de l'annexe décrivant la méthode retenue relative à la valorisation des différents fonds de commerce.

### **2° - Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à ROANNE – le 8 octobre 2014.

Les Commissaires aux Comptes

GESCOMM  
Valérie GAUMARD  
Associée

EXCO FIDOGEST  
Jean-Michel LANNES  
Associé

Membres de la Compagnie Régionale de Lyon



[www.devernois.com](http://www.devernois.com)